



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



GUIDE DE L'INTERVENANT

EN MILIEU PÉNITENTIAIRE

DSPOM-Mars 2024



Madame, Monsieur,

Vous avez fait le choix d'intervenir en tant que professionnel ou à titre bénévole auprès de nos publics en détention et je vous en remercie.

La loi pénitentiaire du 24 novembre 2009 a défini le service public pénitentiaire comme participant à l'exécution des décisions pénales. Il contribue à l'insertion ou à la réinsertion des personnes qui lui sont confiées par l'autorité judiciaire, à la prévention de la récidive et à la sécurité publique dans le respect des intérêts de la société, des droits des victimes et des droits des personnes détenues. Il est organisé de manière à assurer l'individualisation et l'aménagement des peines des personnes condamnées.

Le service public pénitentiaire est assuré par l'administration pénitentiaire, avec le concours des autres services de L'État, des collectivités territoriales, des associations et d'autres personnes publiques ou privées.

À ce titre, vos interventions ponctuelles ou régulières contribuent à réduire les effets désocialisants de l'incarcération et permettent aux personnes détenues d'accéder aux dispositifs de droit commun.

Ce guide a pour objectif de vous permettre d'appréhender vos conditions d'intervention à venir, il vous sera présenté par un cadre référent de l'établissement qui sera à même de répondre à vos questions, les services de la direction interrégionale resteront également à la disposition des interlocuteurs régionaux.

Je reste persuadé que nos objectifs seront atteints.

Le Directeur du CPG

SOMMAIRE

<u>INTRODUCTION</u>	4
<u>TEXTES ET RÉGLEMENTATION</u>	6
1.1 Le contrôle d'identité	6
1.2 Le passage sous le portique de détection et le bagage X	6-7
1.3 Les entrées et les sorties d'objets	7
1.4 Les incidents	8
<u>LA MISE EN ŒUVRE D'UNE INTERVENTION</u>	10
2.1 Le comportement des personnes qui interviennent en milieu carcéral	10
2.2 Formation à destination des personnes qui interviennent en établissement	11
2.3 La nature des infractions commises par les personnes détenues	12
2.4 La demande d'entrée de matériel	13
2.5 L'alarme portative individuelle (API)	13
2.6 Le règlement intérieur	14
2.7 Les cessions de droit et le droit à l'image	14
<u>LE CODE DE DÉONTOLOGIE DU SERVICE PUBLIC PÉNITENTIAIRE</u>	16
<u>EN CONCLUSION</u>	19
<u>ANNEXES</u>	20
Charte d'engagement de l'intervenant extérieur	21
Journée ordinaire en détention	22
Charte de la laïcité	23
Grades et insignes	24

Madame, Monsieur,

Vous avez choisi de collaborer avec le service public pénitentiaire dans le cadre de la profession que vous exercez ou bénévolement, pour assurer le soutien et le suivi des personnes détenues, en complémentarité avec les missions de réinsertion dévolues à l'administration pénitentiaire.

Vous allez évoluer dans un milieu spécifique, et vous vous posez sans doute beaucoup de questions.

Vous serez reçu par un cadre référent de l'établissement et ou du SPIP (service pénitentiaire d'insertion et de probation) qui vous expliquera les consignes à suivre tout au long de votre intervention et une visite de l'établissement vous sera proposée.

Ce guide à l'usage des intervenants extérieurs est remis à toute personne autorisée, à titre professionnel ou bénévole, à accéder en établissement pénitentiaire et susceptible d'intervenir auprès de la population pénale.

Il a été réalisé pour :

- Vous aidez dans la découverte d'un univers méconnu qu'est la prison
- Vous informer afin de lever vos inquiétudes éventuelles
- Vous renseigner sur les principales règles de sécurité que vous devez respecter

Vous y trouverez également des conseils pratiques et des informations liées à la sécurité.

N'hésitez pas à consulter les personnels pénitentiaires (personnel de surveillance, direction, service pénitentiaire d'insertion et de probation) pour toute question liée à votre activité si vous ne trouvez pas de réponse dans ce guide.

Vous pourrez être soumis à certaines sollicitations de la part des personnes détenues que vous serez amenés à rencontrer : demande de transmission de courriers ou d'objets, de communication avec des personnes à l'extérieur, des petits services en apparence anodins et sans conséquence, faciles et ayant un caractère charitable et généreux. **Vous ne devez en aucun cas accéder à ces demandes sous peine d'engager votre responsabilité.**

Le fonctionnement d'un établissement pénitentiaire repose sur le code pénitentiaire entré en vigueur le 1er mai 2022.

La déontologie du service public pénitentiaire figure aux articles R1201 à R123-5 du dit code.

Chaque établissement pénitentiaire dispose de son propre règlement intérieur.

Article R 112-23 du code pénitentiaire : Chaque chef d'établissement pénitentiaire adapte le règlement intérieur type applicable à la catégorie dont relève l'établissement qu'il dirige en prenant en compte les modalités spécifiques de fonctionnement de ce dernier.

Article 434-35 du code pénal : Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait, en quelque lieu qu'il se produise, de remettre ou de faire parvenir à un détenu, ou de recevoir de lui et de transmettre des sommes d'argent, correspondances, objets ou substances quelconques en dehors des cas autorisés par les règlements.

La peine est portée à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende si le coupable est chargé de la surveillance de détenus ou s'il est habilité par ses fonctions à pénétrer dans un établissement pénitentiaire ou à approcher, à quelque titre que ce soit, des détenus.

TEXTES ET RÉGLEMENTATION

1.1 LE CONTRÔLE D'IDENTITÉ

Avant toute intervention au sein d'un établissement pénitentiaire il est nécessaire d'obtenir au préalable une autorisation d'accès. Pour cela, vous devez fournir au secrétariat de l'établissement une photocopie de votre carte nationale d'identité aux fins de contrôle (enquête préfectorale, casier judiciaire bulletin n°2).

L'autorisation d'accès est délivrée par l'établissement pénitentiaire dans un délai de 72h00 maximum. D'autres pièces administratives, en fonction du règlement intérieur de l'établissement pénitentiaire peuvent vous être demandées. Vous êtes invité à vous rapprocher du secrétariat de direction.

Tout intervenant doit, à chacune de ses entrées dans l'établissement, être en possession d'une pièce d'identité qu'il doit présenter au surveillant en poste à la porte principale.

Articles D 222-3 du code pénitentiaire : Les personnes étrangères au service d'un établissement pénitentiaire ne peuvent pénétrer à l'intérieur de celui-ci qu'après avoir justifié de leur identité et de leur qualité et après s'être soumises aux mesures de contrôle réglementaires.

La pièce d'identité produite par les personnes qui n'ont pas autorité dans l'établissement pénitentiaire ou qui n'y sont pas en mission, peut être retenue pour leur être restituée seulement au moment de leur sortie.

Article R222-1 du code pénitentiaire : Conformément aux dispositions de l'article R. 79 du code de procédure pénale, l'administration pénitentiaire est destinataire du bulletin n° 2 du casier judiciaire des personnes appelées à intervenir au sein des établissements pénitentiaires dans les conditions prévues par les dispositions de l'article R. 80 du même code.

1.2 LE PASSAGE SOUS LE PORTIQUE DE DÉTECTION ET LE BAGAGE X

Le passage sous le portique de détection est obligatoire pour toute personne entrant dans un établissement pénitentiaire : personnels, magistrats, avocats, visiteurs, famille.

En cas de signal, le surveillant de la porte d'entrée invite l'intéressé à se débarrasser de tout objet métallique et à le déposer dans un casier prévu à cet effet au niveau de la porte.

En cas de port d'une prothèse ou d'un appareil susceptible de déclencher le portique, la personne doit en informer le surveillant. La présentation d'un certificat médical est exigée.

Le matériel autorisé pour l'intervention sera quant à lui soumis au contrôle du tunnel d'inspection à rayon X.

En cas de déclenchement répété du signal et sans cause identifiée, l'accès à l'établissement pourra être refusé.

Les téléphones portables, l'argent sont strictement interdits dans les établissements ainsi que le matériel informatique (clé usb, chargeurs) sous réserve d'une autorisation délivrée par le chef d'établissement (cf paragraphe 2-3).

Un refus de se soumettre aux formalités de contrôle entraînera l'impossibilité de pénétrer au sein de l'établissement.

1.3 LES ENTRÉES ET LES SORTIES D'OBJETS

Toute sortie, entrée ou tentative fera l'objet d'un rapport adressé au procureur de la République du tribunal judiciaire du ressort de l'établissement.

De plus, le permis de visite ou l'autorisation d'accès (temporaire ou permanente), pourra être suspendu à titre conservatoire, avant une décision du chef d'établissement ou du directeur interrégional.

L'intervenant extérieur peut être soumis à des sollicitations de la part des personnes détenues (transmission de courrier, communications diverses, remise d'objet...). Ces services apparemment anodins et sans conséquences peuvent être, en réalité, générateurs d'incidents préjudiciables, aux instructions en cours et à la sécurité des personnes, à l'interne comme à l'extérieur de l'établissement.

En aucune façon, l'intervenant ne doit répondre favorablement à ces sollicitations. Il devra **en avertir immédiatement** le surveillant et le personnel du SPIP.

Lorsque l'intervenant désirera entreprendre quelque chose pour un détenu, il devra se renseigner **au préalable** auprès d'un personnel référent (SPIP, officier pénitentiaire) et obtenir une autorisation écrite.

Si un visiteur de prison, un aumônier ou un autre intervenant souhaite faire parvenir à une personne détenue certains objets (livres, fournitures, vêtements...), il doit en référer au chef d'établissement et **obtenir une autorisation** qu'il produira au personnel (à la porte d'entrée et au niveau de l'activité).

Article D221-5 code pénitentiaire : L'entrée ou la sortie des sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques n'est régulière que si elle est conforme aux dispositions du présent code et du règlement intérieur de l'établissement, défini aux articles L. 112-4 et R. 112-22, ou si elle a été expressément autorisée par le chef de l'établissement pénitentiaire dans le cas où celui-ci est habilité à le faire.

En toute hypothèse, les sommes, correspondances ou objets doivent être soumis au contrôle de l'administration.

Indépendamment des avis prévus par les dispositions de l'article D. 214-26, il est donné connaissance à l'autorité judiciaire, en vue de l'application éventuelle des pénalités prévues par les dispositions de l'article 434-35 du code pénal, de la découverte des sommes, correspondances ou objets qui seraient trouvés en possession des personnes détenues ou de leurs visiteurs et qui auraient été envoyés ou remis contrairement aux prescriptions des deux alinéas qui précèdent.

Article R 221-4 code pénitentiaire : Aucun objet ou substance pouvant permettre ou faciliter un suicide, une agression ou une évasion, aucun outil dangereux en dehors du temps de travail ne peuvent être laissés à la disposition d'une personne détenue.

Article 434-35 du CPP : Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15.000 € d'amende le fait, en quelque lieu qu'il se produise, de remettre ou de faire parvenir à un détenu, ou de recevoir de lui et de transmettre des sommes d'argent, correspondances, objets ou substances quelconques.

La peine est portée à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende si le coupable est chargé de la surveillance de détenus ou s'il est habilité par ses fonctions à pénétrer dans un établissement pénitentiaire ou à approcher, à quelque titre que ce soit, des détenus.

1.4 LES INCIDENTS

L'intervenant doit informer le surveillant, le SPIP et la direction des incidents ou des comportements inhabituels observés pendant l'activité ou l'entretien, même s'il pense que les faits sont apparemment bénins.

Article D214-26 du code pénitentiaire : Tout incident grave touchant à l'ordre, à la discipline ou à la sécurité de l'établissement pénitentiaire doit être immédiatement porté par le chef de l'établissement pénitentiaire à la connaissance du préfet et du procureur de la République, en même temps qu'à celle du directeur interrégional des services pénitentiaires et du garde des sceaux, ministre de la justice.

Si l'incident concerne une personne prévenue, avis doit en être donné également au magistrat chargé du dossier de l'information et, si l'incident concerne une personne condamnée, au juge de l'application des peines.

La personne détenue apathique, des échanges vifs entre détenus ou avec l'intervenant, peuvent être signes de dysfonctionnement dont l'origine peut n'avoir aucun lien avec l'intervention mais dont le signalement peut s'avérer essentiel.

Dans tous les cas, des échanges réguliers doivent se faire avec le personnel du SPIP et le personnel de surveillance à l'issue de la séance sur le déroulé des ateliers ou de l'entretien ainsi que lors des évaluations programmées.

LA MISE EN OEUVRE D'UNE INTERVENTION

2.1 LE COMPORTEMENT DES PERSONNES QUI INTERVIENNENT EN MILIEU CARCÉRAL

Les intervenants extérieurs ne sont pas autorisés à communiquer avec la famille de la personne détenue ou son employeur.

Cette règle ne s'applique pas aux intervenants dont la mission a justement pour objet de rétablir le lien entre la personne détenue et son enfant, (comme le Relais enfants parents notamment).

Dans tous les autres cas, si la personne détenue formule une telle demande, l'intervenant devra **impérativement et sans délai** en référer à la direction de l'établissement et/ou au SPIP.

En effet, des interdictions particulières peuvent avoir été prononcées par le magistrat, la famille peut également être victime.

L'intervenant n'est pas chargé de la relation avec l'extérieur : seule l'administration pénitentiaire est habilitée à le faire.

Article R123-2 du code pénitentiaire : Les personnes physiques et les agents des personnes morales concourant au service public pénitentiaire ne peuvent entretenir sciemment avec des personnes placées par décision de justice sous l'autorité ou le contrôle de l'établissement ou du service dans lequel ils interviennent, ainsi qu'avec les membres de leur famille ou leurs amis, de relations qui ne seraient pas justifiées par les nécessités de leur mission.

Article R123-3 du code pénitentiaire : Les personnes physiques et les agents des personnes morales concourant au service public pénitentiaire ne peuvent occuper les personnes auprès desquelles ils interviennent à des fins personnelles ni accepter d'elles, directement ou indirectement, des dons et avantages de quelque nature que ce soit. Ils ne peuvent leur remettre ni recevoir d'elles des sommes d'argent, objets ou substances quelconques en dehors des cas prévus par la loi ou entrant dans le cadre de leur intervention auprès des personnes placées sous main de justice. Ils ne doivent permettre ni faciliter aucune mission ou aucun message irréguliers entre les personnes détenues ou entre les personnes détenues et l'extérieur.

Un intervenant est tenu de signaler à l'administration s'il connaît une personne détenue dans l'établissement où il intervient, que ce soit dans un cadre personnel ou professionnel.

Pour toute interrogation, il convient de poser la question au personnel de détention ou du SPIP avant d'entreprendre quelque chose qui pourrait être dangereux pour la sécurité de tous ou contraire aux préconisations judiciaires, même si cela pouvait paraître anodin.

Le comportement des personnes qui interviennent en milieu carcéral doit être exemplaire et respectueux des personnes qu'elles rencontrent, en ce sens elles sont soumises aux mêmes obligations que le personnel pénitentiaire, telles qu'elles sont définies dans le code de procédure pénale :

Article R122-10 du code pénitentiaire : Le personnel de l'administration pénitentiaire exerce ses missions dans le respect absolu des personnes qui lui sont confiées par l'autorité judiciaire et de leurs droits. Il s'interdit à leur égard toute forme de violence ou d'intimidation. Il ne manifeste aucune discrimination. Il ne doit user ni de dénomination injurieuse, ni de tutoiement, ni de langage grossier ou familier. Il manifeste le même comportement à l'égard de leurs proches.

Article R122-11 du code pénitentiaire : Le personnel de l'administration pénitentiaire prend, dans le cadre de sa mission, toute mesure tendant à la sauvegarde de la vie et de la santé des personnes qui lui sont confiées, notamment en faisant appel, en tant que de besoin, au personnel de santé.

Article R122-12 du code pénitentiaire : Le personnel de l'administration pénitentiaire doit en toute circonstance se conduire et accomplir ses missions de telle manière que son exemple ait une influence positive sur les personnes dont il a la charge et suscite leur respect.

Un intervenant ne doit pas faire état de sa religion auprès des personnes détenues, conformément au principe de laïcité. Seuls les intervenants des différents cultes sont autorisés à échanger autour la religion (cf. *Charte sur la laïcité 2021*).

2.2 FORMATION À DESTINATION DES PERSONNES QUI INTERVIENNENT EN ÉTABLISSEMENT

Toute personne étant amenée à intervenir régulièrement sur un établissement pénitentiaire peut demander à l'établissement de bénéficier de la formation OPTIM avant sa première intervention. Cette formation permet d'avoir une présentation de l'administration pénitentiaire, de l'établissement, des règles de sécurité et de la déontologie.

En l'absence de formateur présent sur l'établissement, l'intervenant devra alors s'adresser à la DISP (service URFQ et DPIPPr).

2.3 LA NATURE DES INFRACTIONS COMMISES PAR LES PERSONNES DÉTENUES

Le personnel pénitentiaire (de surveillance et du SPIP) n'est pas habilité à dévoiler aux intervenants, quels qu'ils soient, la nature de l'infraction ou de la condamnation de la population pénale.

Les détenus eux-mêmes n'ont aucune obligation à dévoiler le motif de leur incarcération auprès des professionnels ou des bénévoles ; au contraire les textes protègent les personnes détenues de la divulgation du motif de leur incarcération.

Si un intervenant extérieur a connaissance du motif d'incarcération de la personne qu'il visite, le devoir de réserve s'impose à lui et il ne doit en aucun cas le divulguer à un tiers.

Article D 428 du CPP : Les renseignements relatifs au lieu d'incarcération, à la situation pénale ou à la date de libération d'un détenu, doivent être fournis par les services pénitentiaires exclusivement aux autorités administratives et judiciaires qui sont qualifiées pour en connaître.

Conformément aux dispositions de l'article D. 214-31 du code pénitentiaire, la communication de ces renseignements à des tiers par l'administration pénitentiaire est subordonnée, d'une part et s'il y a lieu, à l'appréciation du magistrat saisi du dossier de l'information et, d'autre part, au consentement exprès du détenu.

Ces mêmes dispositions déterminent les conditions dans lesquelles le procureur de la République peut délivrer de tels renseignements à des tiers en l'absence du consentement de la personne détenue.

Article D214-31 du code pénitentiaire : La communication à des tiers des renseignements mentionnés par les dispositions de l'article L. 214-2 est subordonnée, d'une part, à l'appréciation de l'administration pénitentiaire ou, s'il y a lieu, du magistrat chargé du dossier de la procédure et, d'autre part, au consentement exprès de la personne détenue.

Toutefois, à défaut de ce consentement, les personnes qui auraient un intérêt légitime à obtenir de tels renseignements ont la faculté d'en solliciter la communication par une requête adressée au procureur de la République du lieu de détention ou, si ce lieu n'est pas connu des requérants, au procureur de la République de leur résidence ; ce magistrat apprécie si les renseignements demandés peuvent être donnés et, dans l'affirmative, les fait transmettre aux personnes intéressées.

2.4 LA DEMANDE D'ENTRÉE DE MATÉRIEL

Il est courant qu'un intervenant extérieur sollicite le chef d'établissement pour apporter du matériel dont il aurait besoin pour la mise en œuvre de son intervention.

Pour cela il doit s'engager à fournir une liste exhaustive du matériel qu'il souhaite faire entrer au moins deux semaines avant son intervention. Cette liste est transmise au chef d'établissement, seul habilité à la valider dans sa totalité ou partiellement, ou à la refuser.

Tout don de matériel à une personne détenue est interdit. Toute sortie d'objets, de documents ou matériels divers doit être signalée pour contrôle et validation de la détention.

Une autorisation spéciale est nécessaire pour effectuer à l'intérieur d'un établissement pénitentiaire des photographies, croquis, prises de vue et enregistrements sonores (article D222-2 du code pénitentiaire)

Article D222-2 du code pénitentiaire : Sans préjudice des dispositions de l'article R. 57-6-17 du code de procédure pénale relatives au droit à l'image des personnes prévenues, une autorisation spéciale délivrée par le chef d'établissement est nécessaire pour effectuer à l'intérieur d'un établissement pénitentiaire des photographies, croquis, prises de vues et enregistrements sonores se rapportant à la détention.

2.5 L'ALARME PORTATIVE INDIVIDUELLE (API)

Chaque intervenant extérieur doit, avant son entrée en détention, se munir d'une alarme portative individuelle.

Ce dispositif d'alarme individuelle est relié à un poste de sécurité qui enregistre le positionnement de l'alarme déclenchée et permet une intervention rapide des personnels de surveillance en cas d'incident ou de malaise. Ce dispositif est le garant de la sécurité de l'intervenant extérieur mais aussi de toutes les autres personnes (personnels, détenus, autres intervenants...) qu'il va être amené à côtoyer dans l'établissement.

Elle doit être déclenchée pour tout problème nécessitant de communiquer avec le personnel pénitentiaire dès lors que vous pouvez vous sentir en insécurité et y compris en cas de violences verbales.

2.6 LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Les établissements pénitentiaires sont dotés d'un règlement intérieur (Art.R11223) qui détermine les dispositions prises pour son fonctionnement qui constitue à la fois un instrument normatif et un outil d'information.

Il confère autorité et légitimité aux décisions des personnels pénitentiaires prises pour son application. Il permet d'assurer aux personnes détenues l'accessibilité aux règles régissant la vie en détention.

Enfin, il représente un outil d'information pour toutes les personnes intervenant à l'établissement. : Vous pouvez en prendre connaissance auprès de la direction de l'établissement.

2.7 LES CESSIONS DE DROIT ET LE DROIT À L'IMAGE

Il est formellement interdit d'utiliser et de diffuser à l'extérieur de l'établissement pénitentiaire, la réalisation d'une œuvre d'une personne détenue (de quelque nature que ce soit : écrit, dessin...) ainsi que l'image d'une personne détenue, sans l'accord écrit de ce dernier.

Des modèles de contrat de cession de droit/droit à l'image sont disponibles auprès du SPIP au besoin.

Toute demande de diffusion extérieure à l'établissement pénitentiaire doit obligatoirement passer par la DISP, seule habilitée à délivrer une autorisation de diffusion.

Article D381-2 du code pénitentiaire : La diffusion, hors des locaux d'un établissement pénitentiaire, de productions audiovisuelles réalisées dans le cadre d'activités d'insertion est soumise à l'autorisation du directeur interrégional des services pénitentiaires territorialement compétent, sans préjudice de l'application des règles relatives au droit à l'image des personnes détenues, prévues par les dispositions des articles L. 381-1 du présent code et R. 57-6-17 du code de procédure pénale.

Article L381-1 du code pénitentiaire : La diffusion ou l'utilisation de l'image ou de la voix des personnes détenues est subordonnée à leur consentement écrit lorsque cette diffusion ou cette utilisation est de nature à permettre leur identification. L'administration pénitentiaire peut s'opposer à la diffusion ou à l'utilisation de l'image ou de la voix d'une personne détenue condamnée, dès lors que cette diffusion ou cette utilisation est de nature à permettre son identification et que cette restriction s'avère nécessaire à la sauvegarde de l'ordre public, à la prévention des infractions, à la protection des droits des victimes ou de ceux des tiers ainsi qu'à la réinsertion de la personne intéressée.

La diffusion ou l'utilisation de l'image ou de la voix des personnes prévenues est autorisée par l'autorité chargée du dossier de la procédure.

Article R57-6-17 du code de procédure pénale : La diffusion de l'image ou de la voix des personnes détenues prévenues est autorisée par le magistrat saisi du dossier de la procédure.

LE CODE DE DÉONTOLOGIE DU SERVICE PUBLIC PÉNITENTIAIRE

L'article 4 du code de déontologie du service public pénitentiaire précise qu'il s'applique aux *personnes physiques et aux personnes morales de droit public ou privé, concourant au service public pénitentiaire en vertu d'une habilitation ou d'un agrément*



Quelles sont les conséquences de l'application du code de déontologie du service public pénitentiaire me concernant ?



SUR MON COMPORTEMENT	SUR MES RELATIONS AVEC LES PERSONNES DÉTENUES
J'adopte une tenue vestimentaire correcte et adaptée à une intervention en détention	Je respecte absolument les personnes détenues qui me sont confiées dans le cadre de mon intervention. Je m'interdis toute forme de violence ou d'intimidation
Je m'abstiens de tout acte, propos, écrit, de nature à porter atteinte à la sécurité et au bon ordre de l'établissement (je ne divulgue pas d'information sur la sécurité à l'extérieur de l'établissement, je ne fais entrer aucun objet non autorisé en détention)	Je ne manifeste aucune discrimination (en fonction de la culture, de l'origine, du sexe, de la religion.)
Je ne porte pas préjudice à la bonne exécution des missions dévolues à l'administration pénitentiaire	Je n'use d'aucune dénomination injurieuse, ni du tutoiement, ni du langage familier ou grossier

Je respecte le devoir de réserve et je veille au secret professionnel (notamment sur les réseaux sociaux, sur internet et auprès de mes proches)	Je ne peux occuper les personnes détenues à des fins personnelles, ni accepter d'elles, directement ou indirectement des dons, ou avantages de quelque nature que ce soit
Je me conduis de telle manière que cet exemple puisse avoir une influence positive et suscite le respect	Je ne peux remettre aux personnes détenues ni recevoir d'elles des sommes d'argent, des objets ou des substances quelconques hors cas prévu par la loi
	Je ne dois pas permettre ni faciliter aucune communication non autorisée par les textes
	Je ne dois pas agir pour influencer sur leurs moyens de défense et le choix de leurs défenseurs
	Je ne peux entretenir avec les personnes placées sous l'autorité ou le contrôle de l'établissement ainsi qu'avec leurs parents ou amis, de relations qui ne seraient pas justifiées par les nécessités de service.

À FAIRE	À NE PAS FAIRE
<p><u>Correspondance avec le détenu</u> Recevoir le courrier dans la boîte aux lettres du SPIP, de l'aumônerie, des partenaires lorsqu'elle existe</p>	Donner son adresse et téléphone personnels
Demander une autorisation pour tout objet ou document que vous souhaitez remettre à une personne détenue	Entrer ou sortir : courrier, document, information, objet transmis par les détenus entre eux ou leur famille. Accepter des cadeaux ou de l'argent. Accepter d'être intermédiaire
Si vous intervenez en tant que visiteur de prison, intervenant culturel ou sportif et non pas comme professionnel du champ social (associations partenaires du SPIP) : pour tous contacts avec la famille, administratifs, avocats ou associations vous devez orienter la personne vers le SPIP.	Se croire investi d'une mission sociale ou juridique
Lors d'incidents ou difficultés : consulter la personne référente du SPIP ou de l'établissement	Prendre seul des initiatives en voulant régler les incidents ou difficultés
Respecter le règlement intérieur de l'établissement pénitentiaire et respecter le devoir de réserve	Signer des pétitions ou soutenir publiquement un détenu en mettant en cause l'administration pénitentiaire

EN CONCLUSION

Intervenir en milieu carcéral s'inscrit dans un cadre légal et réglementaire spécifique. Il nécessite le respect des règles édictées par le code de procédure pénale et le règlement intérieur de l'établissement. Tout intervenant extérieur est également soumis au respect du code de déontologie du service public pénitentiaire

Toute personne qui ne respecte pas ces règles peut être sanctionnée pénalement.

Il est normal de se poser des questions lorsqu'on s'apprête à mettre en œuvre une action auprès de personnes détenues, Le personnel pénitentiaire est là pour répondre à vos questions et pour vous accompagner dans votre démarche. **Vous ne devez jamais hésiter à le solliciter.**

ANNEXES

CHARTRE D'ENGAGEMENT DE L'INTERVENANT EXTÉRIEUR

Je soussigné(e)

NOM

Prénom

Intervenant en qualité de :

.....
.....
.....
.....

Reconnais avoir pris connaissance du guide destiné à l'usage des intervenants extérieurs en établissement pénitentiaire et m'engage à le respecter.

Fait à

Le

Signature

Copie :

Intervenant

Direction de l'établissement

SPIP

Exemple d'une journée ordinaire pour un détenu dans une maison d'arrêt

7h–8h : Réveil, petit-déjeuner, toilette, entretien de la cellule

8h–11h15 : Travail ou activités (sauf le week-end), promenade, loisirs (sport, bibliothèque etc.. ;), parloirs

11h15 : distribution du déjeuner

13h–14h : Promenade des détenus ayant un travail (service général, ateliers...)

14h–17h : Travail, activités, promenade, loisirs, parloirs

17h15 : Distribution du dîner

18h45 : Fermeture des cellules

Exemple d'une journée ordinaire pour un personnel de surveillance

6h45–7h : Prise de poste

7h00 : Début de la journée. Il s'assure que tout le monde est là. Distribution du petit déjeuner

8h–10h : Début du travail ou des activités

11h : Retour des détenus

11h15 : Distribution des repas

12h30 : Contrôle des cellules

12h45 : Fermeture d'étage

13h : Nouveau contrôle

14h : Par loirs et autres activités

16h–17h : Retour en cellules, distribution du courrier

17h15 : Distribution du repas

19h en MA / 20h en CP : Ronde fermeture et dépose des clefs

Charte de la laïcité dans le service public pénitentiaire

1

La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité de tous devant la loi. Elle respecte les croyances, les idées et les religions de tous.

2

La France **n'impose aucune religion**. Elle **n'en interdit aucune**.

3

La laïcité garantit la liberté de conscience à tous. Chacun est libre de croire, de ne pas croire, de ne plus croire, de changer de religion et d'exprimer ses convictions, dans le respect de celles des autres et de la loi.

4

Chacun a le droit d'exercer son **droit à l'assistance spirituelle**. Dans les établissements pénitentiaires, les seules **limites** à ce droit sont la **sécurité et le bon ordre**.

5

Les **aumôniers pénitentiaires interviennent en détention** afin de garantir le droit à l'assistance spirituelle. Ils sont soumis au Code de déontologie du service public pénitentiaire.

6

La laïcité doit permettre à tous les usagers du service public de vivre ensemble. Elle permet de lutter contre les discriminations et toute forme de violence.

7

Il est interdit d'imposer à autrui, par insistance, contrainte, violence, abus de faiblesse ou d'autorité, des convictions, opinions, attitudes, lectures, nourritures ou vêtements qui relèvent de sa seule liberté de conscience.

8

Le personnel pénitentiaire et les différents intervenants ont un strict devoir de neutralité. Ils ne doivent pas manifester leurs opinions ou convictions.

9

Nul ne peut se prévaloir de son appartenance religieuse pour refuser de se conformer aux règles applicables dans les établissements du service public pénitentiaire.

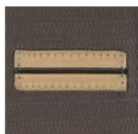
GRADES ET INSIGNES DES PERSONNELS DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE



Commandant pénitentiaire



Capitaine pénitentiaire



Lieutenant pénitentiaire



Major



Premier surveillant



Surveillant brigadier



Surveillant principal



Surveillant titulaire



Surveillant stagiaire



Insigne AP brodé



Insigne ÉRIS



Directeur de classe normale



Directeur interrégional



Directeur stagiaire



Directeur fonctionnel



Élève directeur



Directeur hors classe



Galon de coiffure élèves directeurs,
directeurs stagiaires,
directeurs de classe normale et hors classe



Galon de coiffure directeurs interrégionaux
et directeurs fonctionnels



Insigne de coiffure



Écusson de col



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Centre pénitentiaire de Guyane



La violence n'est pas la réponse...

Le Respect et la Communication

OUI



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

